

RN : reconstruisons les digues

« Le bruit des digues qui s'effondrent est assourdissant ». Dans une tribune publiée dans *L'Obs*, le 30 juin, un collectif d'intellectuels, dont la secrétaire nationale aux Études du PS, Isabelle This-Saint-Jean, s'inquiète de la banalisation du RN depuis les Législatives.

« La responsabilité des autres forces politiques dans cette résistible ascension ne peut être négligée. La Gauche doit prendre sa part, ne serait-ce que par son incapacité à apparaître comme une alternative politique crédible, porteuse d'une transformation puissante et riche d'espoir. »

Cependant, les Droites, traditionnelles et macronistes, sont les principales responsables de cette banalisation.

La reprise de pans de discours et de politiques de l'Extrême-droite sur l'immigration, l'Islam (avec la loi dite séparatisme), la sécurité, la laïcité ou les attaques contre les universitaires (« islamogauchistes », culture « woke », etc.) ont légitimé et renforcé ce courant.

Les campagnes électorales récentes marquent une angoissante accélération du processus. Son refus de débattre et le flou de son programme ont contribué à la dégradation de l'espace démocratique, favorisant par là même l'Extrême-droite. Macron doit sa réélection au reste du réflexe de « front républicain » d'une partie des électeurs de Gauche.

Pour autant, face aux difficultés qui se dessinaient pour les Législatives et à la dynamique créée par l'Union des Gauches et de l'Écologie, il a choisi de mettre tous ses adversaires politiques, à l'exception de LR, hors du champ républicain. Les partisans d'Emmanuel Macron ont établi une outrancière symétrisation entre « les deux extrêmes ».



La Gauche unie pour incarner une alternative

Une digue supplémentaire fut détruite avec l'absence ou l'ambiguïté des consignes de vote de l'entre-deux tours des Législatives. Que la première ministre ait évoqué le « cas par cas » pour choisir entre un candidat NUPES et RN témoigne d'une coupable faillite morale.

Il est de la responsabilité du monde du travail et associatif et des intellectuels, de tous les horizons républicains de se mobiliser contre l'Extrême-droite et face au pourrissement de la situation sociale et politique orchestré par le pouvoir macroniste. Il est de la responsabilité d'une Gauche unie et fidèle à son histoire d'extraire la Nation de la seule alternative funeste Droite/Extrême-droite et de constituer une alternative solide. L'avenir de la Gauche ne se dessinera pas dans la participation à un gouvernement dont le périmètre serait défini par le concept vague de « partis de gouvernement ». Elle doit porter résolument le projet d'une transformation radicale des modes de production, de consommation et des modes de vie, pour réduire les inégalités et les injustices et faire face aux urgences écologiques ; celui aussi de la sortie de l'hyper-présidentialisation d'une V^e République à bout de souffle et de l'instauration de modes de fonctionnement démocratique réellement renouvelés. Toutes les forces syndicales, associatives, militantes et intellectuelles de la Gauche doivent collectivement y travailler.

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 7/07/2022

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Tout ça pour ça ?

Le gouvernement Borne 2 ressemble comme deux gouttes d'eau au gouvernement Borne 1. Comme si des élections législatives historiques n'étaient pas intervenues entre les deux.

On est bien en peine de trouver une cohérence dans les nominations intervenues lundi. Quel projet écologique porte le maire d'Angers, Christophe Béchu ? Pourquoi placer les Outre-mers sous le férule du ministre de l'Intérieur ? Est-ce vraiment raisonnable de nommer à la Santé celui qui préconisait, il y a quelques jours seulement, de fermer des lits d'hôpitaux ou d'obliger les patients à téléphoner avant pour vérifier si leur pathologie relève bien des urgences ?

Sans compter la place des femmes. Dans la communication officielle, ce gouvernement est paritaire : 20 femmes et 21 hommes. Mais si on regarde dans les détails, elles sont bien plus nombreuses dans les secrétariats d'État que dans les ministères de plein exercice.

PS29

L'UBO : 50 ans au service de la Bretagne occidentale

Peut-on imaginer le Finistère sans son Université ? Évidemment non. Et pourtant, que d'énergie a-t-il fallu déployer dans les années 50 et 60 pour que l'Université de Bretagne Occidentale voit finalement le jour au début des années 70. À l'occasion d'un colloque qui s'est tenu le 23 juin à la Fac des lettres, Daniel Le Couedic a rappelé les grandes étapes de la création de cette Université où se forment 30 000 étudiants, encadrés par 2 300 enseignants et agents techniques et administratifs.



Retour sur un long combat

Depuis 1460, en Bretagne, seule Rennes disposait d'une Université. Même pas Nantes. Ville ligueuse, le pouvoir royal n'avait pas voulu lui accorder ce privilège et en 1806, c'est toujours à Rennes qu'est installée l'Université de droit et lettres.

Dans les années 50 et 60, la pression démographique conduit à envisager de créer de nouveaux sites d'enseignement supérieur. Entre 1939 et 1949 le nombre d'étudiants à Rennes passe de 3 à 6 000.

C'est Yves Le Gallo, jeune enseignant, qui mène le combat pour que Brest devienne une ville universitaire civile, sachant que toutes les formations supérieures, dans la cité du Ponant étaient militaires. La cité du Ponant était à cette époque la grande ville la plus éloignée d'un centre universitaire.

Dans ce combat, il a pu compter sur le soutien du CELIB qui adopta un vœu en septembre 1957. René Pléven et Tanguy Prigent plaidèrent la cause de Brest auprès du gouvernement. Le rôle de Georges Lombard, maire de Brest de 1959 à 1973, fut aussi déterminant.

Le développement de l'enseignement supérieur à la pointe bretonne, et à Brest en particulier, a toujours été un combat politique. Certains préfets ont

même considéré qu'une Université ne pouvait s'installer qu'à Quimper, siège de la Préfecture. Et les préfets maritimes n'étaient pas, non plus, très enclins à favoriser le développement d'un enseignement supérieur civil.

Et ce n'est pas par hasard si l'Université s'appelle Université de Bretagne Occidentale et pas Université de Brest. Car, dans l'esprit d'Yves Le Gallo, ce sont bien tous les bacheliers de l'Ouest breton qui devaient pouvoir venir poursuivre leurs études à Brest. Son intuition s'est révélée prémonitrice et on ne peut que se féliciter, aujourd'hui, compte tenu notamment du contexte sanitaire, que Brest dispose d'une Fac de médecine.

«L'UBO, référence en matière maritime, doit rester pluridisciplinaire.»

On a pu s'en rendre compte aussi lorsque la loi de 2007 a permis aux Départements de ne plus participer au financement des Universités. Le Conseil départemental du Morbihan a, par exemple, cessé d'aider l'Université de Bretagne Sud. Il n'en fut pas de même dans le Finistère où la majorité de Gauche a, bien sûr, continué à soutenir l'Université. Et, au moins dans ce domaine, la nouvelle majorité de Droite s'inscrit dans la même volonté, comme l'a rappelé Maël De Calan lors de ce colloque.

Quels sont les défis à relever pour les 50 prochaines années ? Pour l'ensemble des participants, il consiste à la fois à renforcer la dimension maritime, tout en préservant la pluridisciplinarité de l'Université.

Alors que l'histoire universitaire de la Bretagne a longtemps été marquée par les rivalités entre principales villes de la Région, aujourd'hui, la coopération est indispensable. **«Le niveau de la**

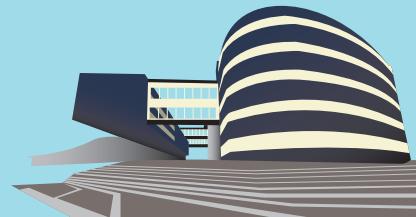


L'UBO doit rester pluridisciplinaire

compétition entre les Universités est mondial, certainement pas régional», a insisté le président Matthieu Gallou. **«Si on commence à se méfier de l'Université qui se situe à 250 km, on a perdu d'avance.»** Aujourd'hui, les étudiants de l'UBO se divisent en trois tiers à peu près égaux : ceux qui viennent de Brest métropole, ceux qui viennent du Finistère et ceux qui viennent du reste du monde.

«Pour toutes les transitions que nous devons engager, nous avons besoin de toutes les capacités des quatre universités bretonnes», a confirmé Olivier David, vice-président de la Région qui a cité en exemple le projet *Glaz*, sur les enjeux environnementaux, pour lequel travaillent des chercheurs de l'UBO, de Rennes 1 et 2 et de l'Université de Bretagne Sud.

L'UBO à 50 ans



1959 : Création du Collège Scientifique Universitaire, sous la tutelle de l'Université de Rennes, qui devient la Faculté des Sciences et Techniques en 1966.

1960 : Création du Collège Littéraire Universitaire, transformé en Faculté des Lettres et Sciences Sociales en 1968.

1966 : Création de l'École Nationale de Médecine, devenue Faculté de Médecine en 1970.

1970 : Création du Centre Littéraire de Quimper.

1971 : Création de l'Université de Bretagne Occidentale.

1972 : Création de l'UER de Droit et Sciences Économiques.

1973 : Création du Service Universitaire de Formation Continue.

1992 : Ouverture du pôle Universitaire Pierre Jakes Hélias à Quimper.

1994 : Inauguration au centre-ville de la Faculté Victor Segalen par François Mitterrand.

1997 : Création de l'Institut Universitaire Européen de la Mer.

La Région, collectivité du quotidien

Si le siège du Conseil régional est à Rennes, les élu.e.s sont bien présents sur les territoires bretons. C'est ce que les conseillers de la majorité régionale ont voulu rappeler à l'occasion du premier anniversaire des élections régionales, dans les 21 pays de la Région et quelques jours avant la dernière session de l'année scolaire.

A Brest, ce sont Émilie Kuchel, Gladys Grelaud et Régine Roué, représentant respectivement le *Groupe social-démocrate de Bretagne*, le *Groupe communistes et progressistes* et le *Groupe Bretagne ma vie*, qui ont animé une conférence de presse pour expliquer en quoi les décisions de la Région peuvent avoir des impacts sur la vie quotidienne.

En charge des lycées et de l'éducation professionnelle, la Région joue un rôle important pour financer les formations qui permettent de s'insérer rapidement sur le marché du travail. Ainsi, pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre dans

le secteur des transports, elle propose des parcours qualifiants afin d'aider les entreprises de transports de voyageurs à recruter.

Il en va de même dans le secteur du médico-social puisque la Région a créé 846 places en formations sanitaires et sociales.

Mais, en tant que gestionnaire des lycées, la Région peut aussi intervenir pour mettre à la disposition des saisonniers les internats fermés l'été.



Les élues de la majorité régionale du pays de Brest

Cette mesure avait été proposée à l'occasion de la dernière campagne électorale. **« Elle sera expérimentée cette année dans la région de Dinard avant d'être étendue par la suite »,** a annoncé Émilie Kuchel.

La Région améliore la vie des Bretonnes et des Bretons en intervenant directement sur le pouvoir d'achat, a insisté Gladys Grelaud. Et ce, de plusieurs manières. **« D'abord, nous renouvelons l'opération gratuité dans les transports pour les moins de 26 ans. Cela signifie qu'ils et elles peuvent prendre les cars, les TER et les bateaux pour se rendre où ils veulent en Bretagne. Partir de Rennes pour se rendre à Ouessant, sans rien dépenser, est aujourd'hui possible »,** illustre l'élue de Landerneau.

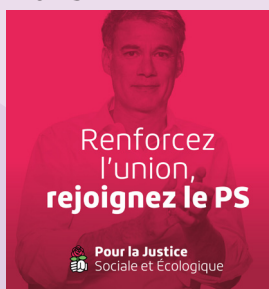
Toujours dans les lycées, une tarification sociale a été mise en place dans les cantines. Le coût réel d'un repas s'élève à 8 euros mais les familles ne payent qu'entre 2,70 et 5 euros de manière à alléger la facture des ménages les plus modestes.

En savoir plus

Soutien aux Américaines

Mais pourquoi manifester en France alors que le droit à l'avortement n'est pas menacé? La mobilisation du week-end dernier était pourtant indispensable. D'une part pour marquer la solidarité vis-à-vis des femmes américaines qui viennent de perdre un droit pourtant acquis en 1973. Mais, d'autre part, pour réaffirmer que même en France la vigilance est de mise. C'est pourquoi l'ensemble des groupes d'opposition au Conseil départemental ont proposé un vœu, adopté à l'unanimité, pour réaffirmer leur soutien *« aux acteurs et actrices du Finistère investis dans la promotion des droits des femmes et dans l'accès à l'éducation à la sexualité et à la planification familiale pour toutes et tous. C'est cette mobilisation conjointe des acteurs publics et des associations militantes qui permet de consolider l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que de promouvoir toujours davantage ce droit fondamental qu'est l'avortement. »*

Rejoignez le PS



C'est déjà un frémissement, ça peut devenir une dynamique. Depuis les Législatives, le PS enregistre des demandes d'adhésion. De

la part d'anciens adhérents, mais aussi de sympathisants de Gauche.

Cette campagne, qui durera jusqu'à cet automne, se déclinera sous la forme d'affiches, de tracts et de visuels sur les réseaux sociaux.

Blois 2022

Le campus de Blois s'est désormais imposé comme le rendez-vous de rentrée incontournable des Socialistes. Cette année, il se tiendra les 26, 27 et 28 août. Alors que les précédentes éditions faisaient une large place aux ateliers animés par des experts, cette

édition sera un peu différente et donnera plus de place aux expressions militantes, à quelques mois d'un congrès.

Afin de permettre au maximum d'adhérents qui le souhaitent d'y participer, la Fédération a réservé quelques chambres.

Informations et inscriptions sur le site national : <https://blois2022.fr>

Informations pour l'hébergement de la Fédération par mail fede29@parti-socialiste.fr



Agenda

Quimper se réveille

Isabelle Assih



L'équipe municipale menée par Isabelle Assih, en fonction depuis deux ans, déroule le programme sur lequel elle a été élue en juin 2020. « Tous les grands projets que nous avons annoncés sont lancés », se félicite la maire de Quimper.

Nous travaillons également la question des mobilités actives. Pour exemple : Quimper accusait un retard important dans le domaine des déplacements à vélo. Nous avons lancé la refonte des quais et la création d'une piste bi-directionnelle qui reliera l'Eau blanche à Créac'h Gwen.

Sport et culture ne sont pas en reste. Là encore notre objectif était de mener à terme les projets d'investissements pour améliorer les conditions d'accès au sport ou à la culture. Sur les quais de l'Odét, la rénovation du théâtre Max Jacob, pour ses 120 ans, est ainsi bien lancée.

Cap Finistère : La démocratie participative était au cœur de votre projet en 2020. Comment les Quimpéroises et les Quimpérois peuvent-ils mieux participer à la vie de leur commune ?

Isabelle Assih : Bien entendu, pour tous les dossiers que je viens de citer nous avons souhaité concerté et co-construire avec les habitants et les associations concernés. Un service démocratie participative a été créé pour accompagner ces démarches. Nous avons lancé notre premier budget participatif, doté de 400 000 euros. La phase de l'appel à projets vient de se terminer. Les services étudient maintenant leur faisabilité et les votes interviendront en septembre.

Cap Finistère : Quel bilan tires-tu de la police municipale mise en place il y a neuf mois ?

Isabelle Assih : Je pense que la Gauche ne doit pas avoir de tabou par rapport à la sécurité. C'est un sujet qu'il faut aborder en toute transparence. La Police municipale intervient dans des conditions parfaitement encadrées, en soutien de la Police nationale et surtout pas en concurrence. Ses agents n'effectuent pas d'investigations. Ils sont présents autant que possible sur le terrain. On sent déjà un apaisement dans certains quartiers. Mais nous sommes proactifs sur ce sujet. La police municipale n'est qu'un élément. Nous avons renforcé les liens avec la Police nationale, les acteurs de quartiers et la Justice à travers des outils comme les GPO (Groupe de Partenariat Opérationnels) ou les groupes locaux de traitement de la délinquance. Nous devons toujours être vigilants et impliquer tous les acteurs. C'est dans cet esprit que nous tiendrons, au début du mois d'octobre, les Assises de la sécurité au Chapeau rouge.

Cap Finistère : Quel bilan tires-tu de la campagne des Législatives à Quimper ? Ta majorité municipale en sort-elle renforcée ?

Isabelle Assih : La séquence fut intéressante et enrichissante. L'équipe municipale à Quimper est issue de plusieurs sensibilités de Gauche et Écologiste, excepté la France Insoumise. La 1^{ère} circonscription, dans l'accord national de la NUPES, fut réservée à un candidat d'EELV. Nous nous sommes engagés dans la campagne. Elle a permis de renforcer les liens entre les différentes composantes de la Gauche quimpéroise.

Le candidat écologiste, Grégory Lebert, n'est pas de Quimper. Et malgré tout il arrive en tête dans la ville, ce qui montre bien qu'avec l'Union et de la cohésion, ça fonctionne.

Enfin, du côté de l'équipe municipale, qui travaille ensemble depuis trois ans, deux ans de mandat, mais un an de préparation du projet et de campagne, je trouve que ces élections ont encore resserré les liens.

Cap Finistère : Revenons justement sur l'action de cette équipe municipale. Où en est-elle dans la réalisation de son programme ?

Isabelle Assih : Avec le Conseil municipal qui s'est tenu la semaine dernière, de grands projets sont programmés, budgétés, sur les rails. Pour résumer, je dirais que la ville se développe le long de ses fleuves, Steir et Odét. Alors que la Droite voudrait tout concentrer sur l'hypercentre, nous avons, au contraire, choisi d'ouvrir pour densifier certains secteurs, apporter plus de respiration dans d'autres. Du côté du Steir, vont s'installer les nouvelles Halles, après concertation et maintenant que les contraintes juridiques et administratives ont été levées.

Les travaux du pôle multimodal de la gare se poursuivent. Dans la continuité, le long de l'Odét, c'est la zone de l'hippodrome et de l'Eau blanche qui va progressivement muer. Un projet d'envergure symbolise ces transformations à venir : la grande salle événementielle à dominante sportive.

À Penvillers nous allons construire une piste d'athlétisme, des tribunes et aménager et équiper un espace pour les pratiques sportives libres.

Disparition

Nous avons appris avec tristesse la disparition de Jeannine Pennanéac'h.

Maire-adjointe de Quimper-Kerfeunten de 1989 à 1995 et conseillère municipale de 1995 à 2001.

Elle fut une militante très active, notamment lors des campagnes électorales auprès de Jean-Claude Joseph ou de Jean-Jacques Urvoas.

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1401 - Vendredi 8 juillet 2022
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication :
Yves FORMENTIN-MORY
Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année
Adhérents : 25 euros
Non adhérents : 35 euros

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS

